

COMPTES RENDUS

I. ÉCONOMIE CAMBODGIENNE

Margaret SLOCOMB, *Development of Cambodia's Rubber Plantations*, Bangkok, White Lotus Press, 2007, 180 p., bibl., index.

Le Protectorat français du Cambodge débute en 1863. Les nouveautés économiques, les changements politiques, culturels et religieux intervenus à la faveur de la présence française sont analysés dans une série d'ouvrages scientifiques¹. Toutefois, l'étude de Margaret Slocomb apporte des précisions sur un monde peu connu, mêlant colons et autochtones : le monde des plantations d'hévéas. Un monde qui se développe au rythme des nouveaux besoins de l'industrie, particulièrement suite à l'avènement du secteur automobile. Ce dernier propulse le caoutchouc au cœur de l'économie indochinoise et les grandes plantations se multiplient notamment sur les « terres rouges » de Kompong Cham. Australienne, Margaret Slocomb vit et travaille au Cambodge depuis 1988. Docteur en histoire et spécialiste de l'Asie, elle a également vécu en Chine, au Vietnam et au Laos. Elle est l'auteur d'un ouvrage sur le Cambodge des années 1980². Son intérêt pour les questions économiques du Royaume s'est confirmé récemment à l'issue de la rédaction d'une histoire économique du Cambodge³.

La dialectique marxiste de l'auteur est perceptible dès sa préface. Son premier objectif est d'établir les bases d'une recherche sur l'histoire économique du Cambodge après la colonisation. Or, l'hévéa est pour elle

¹ Alain Forest détaille, par exemple, la présence française dans *Le Cambodge et la colonisation : histoire d'une colonisation sans heurts (1897-1920)*, Paris, L'Harmattan, 1980, 542 p. Afin d'avoir une vision plus exhaustive de la période, on peut également consulter les ouvrages de Milton Osborne, Pierre L. Lamant, Penny Edwards, Anne R. Hansen, Grégor Müller, John Tully, Mathieu Guérin, etc. De plus, une série de thèses inédites permettent d'aborder certains détails spécifiques de l'époque (Maurice Comte, Sorn Samnang, etc.).

² *The People's Republic of Kampuchea 1979-1989: the revolution after Pol Pot*, Bangkok, Silkworm Books, 2003, 369 p.

³ *An Economic History of Cambodia in the Twentieth Century*, Singapore, NUS Press, 2010, 345 p.

l'illustration parfaite de la « colonisation capitaliste ». Elle décide donc d'écrire un ouvrage sur ces plantations pour décrypter les interactions entre les colons, les travailleurs tonkinois (les coolies) et les autochtones. Ces interactions expriment, selon elle, une lutte pour la préservation d'un mode de vie traditionnel, menacé par la modernité coloniale. Cette modernité est qualifiée comme telle parce qu'elle s'oppose profondément à l'économie de subsistance traditionnelle cambodgienne. Margaret Slocomb mène son étude principalement à l'aide de sources de première main (archives d'époque, témoignages...) pour mieux s'attarder sur le vécu des personnes impliquées et montrer les nuances d'un mode d'exploitation loin d'être uniforme. Le résultat de ses recherches se matérialise par un petit livre dense et facile à utiliser grâce à de nombreux tableaux et cartes.

Sa réflexion s'articule en réalité autour de la relation entre colons et coolies. Les autochtones interviennent peu car, durant de longues années, ils n'étaient pas les protagonistes principaux de l'aventure du caoutchouc. Ce n'est qu'à partir des années 1930 qu'ils cessent d'éviter et d'ignorer les grandes plantations pour prendre part à leur développement. En bonne marxiste, Margaret Slocomb met en avant trois caractéristiques du « mode de production » : l'organisation de la terre, du travail et du capital. Elle utilise des exemples factuels précis afin de mieux décrire les luttes ayant mené à la création d'une économie duale. En effet, le capitalisme colonial est resté dans les marges de l'économie du peuple cambodgien. Les plantations de caoutchouc incarnent pour l'auteur le succès d'un mode de gestion économique encore en vigueur et dont les héritages sont nombreux.

Les onze chapitres de *Colons and Coolies* suivent une progression historique tout en déroulant les différentes problématiques qui ont touché les plantations. En conséquence, les premiers chapitres s'attardent sur la mise en place des exploitations grâce aux concessions de terrains et aux apports importants de capitaux. Plusieurs cas illustrent les propos de Margaret Slocomb. Les chapitres six, sept et huit décrivent les luttes entre administrateurs et travailleurs des plantations d'hévéas. Les derniers chapitres exposent les conséquences de la grande dépression des années 1930 et la montée des revendications communistes dont les plantations ont été un terreau fertile.

Si l'histoire de l'hévéaculture débute assez tôt en Indochine, ses heures de gloire commencent surtout dans les années 1920. L'hévéa utilisé dans les plantations dérive d'une plante venue du Brésil et développée dans les serres anglaises. Son utilisation en Asie est d'abord très familiale avant d'être rapidement exploitée à grande échelle. Après quelques succès, la demande

exponentielle de terres prend même de court les administrateurs français de la péninsule. L'administration coloniale avait toutefois déjà posé certaines bases légales avec l'imposition au Cambodge d'un droit de propriété inspiré du droit romain. L'arrêté sur les concessions du 26 août 1899 promulgué par Paul Doumer avait bouleversé les structures politiques cambodgiennes, l'attribution des terres cessant d'être une prérogative royale. L'administration parfait ensuite ses instruments législatifs pour répondre à la demande ; en 1927, ils sont suffisants pour soutenir les différents projets.

En dépit de cette législation, les réactions des grandes compagnies sont hétérogènes. Margaret Slocomb donne deux exemples pour montrer la différence de leurs politiques. La première compagnie citée obtient une concession à Stung Trâng en respectant la procédure adéquate. L'octroi des terres prend du temps mais les conflits fonciers avec la population sont mineurs. À l'inverse, la seconde, très puissante car possédant des capitaux importants, accélère autant que faire se peut l'octroi des concessions à Mimot et Kantroy. Les conflits fonciers sont importants bien qu'à l'époque les terres disponibles étaient plus nombreuses. Le capital joue donc ici un rôle prépondérant. L'organisation même des compagnies est le résultat de cette puissance. Peu de données sont disponibles car l'univers des plantations reste secret, même sur ses caractéristiques les plus fondamentales. La taille des exploitations est à ce titre une information difficile à obtenir. S'ajoute à cela le fait que le pouvoir est détenu par une minorité (les gestionnaires étrangers) face à des coolies beaucoup plus nombreux mais faciles à « exploiter ».

L'organisation du travail des coolies est décrite dans les chapitres six, sept et huit. Ils sont quasiment tous Tonkinois. Les Cambodgiens étaient engagés uniquement pour préparer les terres à l'exploitation de l'hévéa. Le choix de travailleurs étrangers n'est pas fortuit, mais comporte de nombreux avantages pour les administrateurs de plantations. Tout d'abord, les conditions de travail sont très mauvaises car les compagnies cherchent à réduire le coût salarial autant que possible. Les coolies sont considérés comme une force de travail et non comme des individus. Les travailleurs vietnamiens sont loin de leur foyer et il leur est plus difficile de repartir une fois engagés. Par ailleurs, ils sont considérés comme plus disciplinés que les Cambodgiens ce qui n'empêche pas les conflits d'exister. Margaret Slocomb raconte la surprise des compagnies devant certaines grèves et manifestations des coolies, car menées par « de bons travailleurs ». En réactions aux grèves et mauvais traitements, l'administration coloniale tente de protéger les ouvriers et de contrôler leurs conditions de travail. Le résultat est peu probant car les compagnies continuent d'évoluer en vase clos. L'augmentation des incidents, des grèves, ainsi que l'arrêté du gouverneur général Varennes datant du 25

octobre 1927, donnent finalement un coup d'arrêt à la liberté totale des plantations. Le nombre de travailleurs augmente et de lents progrès s'installent grâce au décloisonnement des terres rouges.

La crise économique de 1929 ne détruit pas les plantations indochinoises. La plupart des arbres plantés au Cambodge ne sont pas encore matures, ce qui laisse aux compagnies quelques années pour se préparer au choc, d'autant plus qu'un puissant syndicat de planteurs, le Syndicat des Planteurs de Caoutchouc en Indochine, proche du pouvoir, défend leurs intérêts et parvient à décrocher différentes aides de la Métropole. Les compagnies survivent grâce à la baisse du salaire des ouvriers. Cependant, la crise puis la Seconde guerre mondiale ont des conséquences sur la mobilisation des travailleurs. En parallèle, la méfiance de la population augmente. Les hauts-plateaux, peuplés de minorités ethniques, posent de nombreux problèmes. L'administration ne s'inquiète pourtant pas de ces incidents qui ne sont pas, selon elle, le signe d'un véritable changement. Les actes de défiance se transforment néanmoins progressivement en dissidence politique et des syndicats de travailleurs s'organisent dans l'ombre et distribuent des tracts politiques. Malgré les suspicions et les interrogatoires, la réalité sur ces organisations est difficile à obtenir. Les administrateurs des plantations préfèrent se préoccuper de la tendance des ouvriers à jouer leur paye, refusant de prendre part aux tensions politiques. L'indépendance du Cambodge n'empêche pas les compagnies françaises de garder leurs prérogatives sur les plantations d'hévéas. Seule la tourmente des années 1970 sonnera le glas de ces plantations françaises.

L'ouvrage de Margaret Slocomb offre presque une monographie des plantations d'hévéa cambodgiennes avec moult détails, des noms et des anecdotes. Cette étude permet ainsi d'approfondir l'histoire du modèle de gestion foncière des concessions économiques, aujourd'hui au cœur de l'actualité cambodgienne. Les héritages de cette période sont nombreux, et c'est pourquoi l'analyse de la mise en place de ce système permet de mieux comprendre les raisons de sa résilience. Rarement remis en cause car adaptée à l'exploitation libérale, sa prédominance est un frein à la recherche d'autres formes de gestion foncière. Il est toutefois regrettable que l'auteur n'évoque que furtivement l'existence des plantations familiales au Cambodge avant la seconde guerre mondiale.

Son livre n'en est pas moins un excellent moyen de comprendre la réaction des autochtones et des ouvriers tonkinois face à l'exploitation des grandes compagnies. Il est d'autant plus intéressant d'observer les mécanismes de destruction des structures économiques antérieures au capitalisme colonial, que certains auteurs comme Alain Forest (*Histoire d'une colonisation sans*

heurts) ont souligné qu'ils n'étaient pas sans conséquences sur le monde rural. Ils pourraient constituer certaines des raisons fondamentales de l'engagement révolutionnaire des paysans. Pourtant, aujourd'hui comme naguère, les plantations font partie du paysage économique cambodgien et comme sous le Protectorat, constituent malgré tout une anomalie. L'économie du pays demeure duale et les paysans cambodgiens sont confrontés à une spéculation grandissante sur une terre de plus en plus rare.

Verena RICHARDIER

II. LE CAMBODGE APRÈS LES KHMERS ROUGES

1. L'analyse des politologues

Evan GOTTESMAN, *Cambodia After the Khmer Rouge. Inside the Politics of Nation Building*, Bangkok, Silkworm Books, 2004, 431 p.

Le point de départ de cette étude d'Evan Gottesman est la reddition des Khmers Rouges et le début de l'occupation vietnamienne. La période analysée est définie entre 1979 (post Khmers Rouges) et 1989 (avant l'arrivée des Nations-Unies). Les études et les témoignages de l'époque des Khmers Rouges sont nombreux. La bibliographie concernant l'occupation du Cambodge par les Vietnamiens est quant à elle lacunaire et sujette à controverses. Tel le témoignage écrit par Esmeralda Lucioli, *Le mur de bambou*, accusant la République Populaire du Kampuchéa de « petit génocide ». D'autres ouvrages comme celui de Raoul-Marc Jennar, *Trente ans depuis Pol Pot - Le Cambodge de 1979 à 2009*, portent un regard plus indulgent sur la période. L'ouvrage d'Evan Gottesman cherche pour sa part à expliquer la reconstruction de l'État cambodgien, orchestrée par les conseillers vietnamiens.

L'auteur fut envoyé par l'Association du Barreau américain au Cambodge en 1994. Son rôle, comme celui de nombreux autres juristes et spécialistes étrangers de l'époque, était d'aider les dirigeants cambodgiens à mettre en œuvre les réformes juridiques nécessaires à la transition démocratique et à l'économie de marché. Evan Gottesman est resté trois ans au Cambodge dans

cette perspective. Il a d'abord pensé son ouvrage comme une histoire du droit au Cambodge mais s'est finalement plongé dans la reconstruction de la machine étatique cambodgienne.

Le juriste refuse tout jugement sur l'histoire et cherche essentiellement à présenter des faits tirés des comptes rendus de réunions de l'époque. Oubliés par les Vietnamiens lors de leur départ, ces comptes rendus sont riches en anecdotes. Trois traits principaux sont ressortis de leur étude mais l'auteur choisit pourtant de n'en présenter que deux. Il explique avoir sciemment préféré s'intéresser à l'héritage des Khmers Rouges et à l'occupation des Vietnamiens afin de laisser partiellement de côté les problématiques purement géopolitiques du Cambodge. L'auteur souhaite également démontrer que l'actuel état du Cambodge résulte de la situation qui s'est forgée dans les années 1980. Il s'applique donc à exposer les éléments qui ont conduit à la naissance des problématiques actuelles : corruption, violences politiques, etc. De plus, il analyse les premiers pas des hommes politiques qui dominent désormais la scène étatique.

L'ouvrage est soigneusement structuré et laisse transparaître la rigueur juridique de son auteur. Evan Gottesman suit la courbe historique de la République Populaire du Kampuchéa en commençant par ses balbutiements, sa solidification, puis sa transition vers l'économie de marché. Afin de mieux suivre l'enchaînement de ces changements, le lecteur peut se référer à une présentation des personnages principaux donnée au début de l'ouvrage.

Evan Gottesman démontre ainsi que l'État cambodgien contemporain est le résultat d'évolutions politiques internes, influencées toutefois par le Vietnam. Il débute par une métaphore : le Tonlé Sap, purement khmer, s'opposerait au Mékong, provenant de l'étranger. Un parallèle est dressé entre le Tonlé Sap, refluant vers son cœur à chaque saison des pluies, refusant de mêler ses eaux à celles du Mékong, et le refus des hommes politiques khmers des exigences démocratiques occidentales. Ces exigences n'entreraient pas dans la logique des leaders cambodgiens. En effet, leur pensée politique s'appuie sur le patronage et l'idée que la stabilité du pays nécessite l'enrichissement de ses chefs. Cette pensée est née des luttes intérieures pour le pouvoir ainsi que d'efforts pour le garder dans un environnement où les influences étrangères tout comme le peuple ont chacun pu jouer un rôle.

Evan Gottesman débute son étude par les prémices de l'intervention vietnamienne. La première partie décrit la libération du Cambodge par les Vietnamiens. La période étudiée est inscrite par l'auteur dans l'histoire longue du Cambodge.

La deuxième partie s'attarde sur l'organisation du nouveau régime communiste, appelé la « seconde révolution ». La mise en place de cette organisation dure deux ans (1979-1981). Ce sont les années d'une ligne communiste dure exigée par les Vietnamiens. On y découvre les ruptures et les continuités entre la Kampuchéa Démocratique des Khmers Rouges et la République Populaire du Kampuchéa sous l'égide des Vietnamiens. Les différents camps prennent déjà forme parmi les leaders. Les favoris de l'époque sont les vétérans d'Hanoi, c'est-à-dire les communistes khmers ayant fui au Vietnam avant l'avènement du Kampuchéa Démocratique. Les anciens Khmers Rouges sont divisés en deux : ceux qui ont fui au Vietnam avant la chute du régime et ceux qui se sont rendus après sa défaite. Tous ont un rôle à jouer et malgré les « mains sales » des responsables khmers rouges, ces derniers sont essentiels à la reconstruction de l'administration : ils sont les seuls à avoir à la fois l'expérience du terrain et celle du pouvoir. Cela rend ambiguë la présence des Vietnamiens qui se présentent comme des libérateurs, tout en conservant des cadres de l'ancien régime. Ils souhaitent incarner le changement mais poursuivent une dialectique communiste, désormais honnie par les Cambodgiens. L'opinion de la population évolue alors selon les directives, plus ou moins astreignantes, et les modalités de leur application qui diffèrent selon les provinces. L'économie est difficilement remise sur pied. Si l'aide alimentaire apporte de la légitimité au régime, elle alimente les premiers réseaux de patronage dans les provinces. Les désirs d'indépendance des vétérans d'Hanoi précipitent leur perte, car le Vietnam cherche à sécuriser sa position au Cambodge. Les anciens Khmers rouges, plus habiles à construire les réseaux essentiels à la stabilité politique, sont finalement préférés. Pen Sovan, champion des vétérans d'Hanoi, est arrêté en 1981 après avoir signé des traités directement avec Moscou. Il est remplacé par Chan Si.

La troisième partie de l'ouvrage couvre la plus longue période. Ce sont les années de solidification du nouvel État (1982-1987) mais également celles de la guerre civile avec les Khmers Rouges. L'occupation vietnamienne est méticuleusement démêlée point par point. Evan Gottesman la qualifie de « stratégique » et non de coloniale. Ainsi, les ressources cambodgiennes sont largement exploitées par le Vietnam (caoutchouc, poisson et bois). Le Vietnam vise également à assurer sa protection vis-à-vis de la Chine. Les politiques de discriminations contre les Chinois sont alors légions. Néanmoins, aucune n'est véritablement efficace car les bénéfices pour les Cambodgiens sont trop faibles. Il leur est plus utile de coopérer avec les marchands chinois car le marché noir offre des revenus que ne peut apporter le socialisme. Deux politiques sont imposées par le Vietnam mais aucune ne

prend racine. Les Vietnamiens espèrent d'abord créer une union indochinoise mais les Cambodgiens demeurent réticents. Les tentatives de mobilisation des Cambodgiens contre le retour des Khmers Rouges ne sont pas accompagnées d'un grand enthousiasme. Le « mur de bambou » (ou projet K5) destiné à empêcher les infiltrations de soldats est peu efficace tandis que son coût en vies humaines est important, notamment du fait des champs de mines. Les Vietnamiens souhaitent également imposer le communisme mais la population demeure passive.

À partir de 1984, la politique d'Hanoi s'éloigne de ces exigences et s'adoucit. Ce renversement est accompagné par la montée en puissance du jeune Hun Sen. Ministre des Affaires Étrangères, habitué à voyager, il réussit un tour de force. Désigné Premier ministre en 1984, il prouve aux Vietnamiens qu'il est capable de protéger les intérêts du Vietnam et d'assurer la stabilité de la République Populaire du Kampuchéa sans son aide directe. Ce détail est important car les évolutions géopolitiques du reste du monde poussent le Vietnam à se retirer progressivement du Cambodge.

La quatrième et dernière partie de l'étude raconte les dernières heures de la République Populaire du Kampuchéa. De 1988 à 1991, la transition s'opère étape par étape et débute avec l'acceptation de l'échec de la collectivisation. Une véritable économie de marché s'est dissimulée derrière les réformes. La vente, la location de terres, deviennent une réalité désormais admise. Hun Sen est un Premier ministre peu idéologue. Il milite fermement pour la promotion du secteur privé. Sa démarche s'inscrit dans un contexte mondial de *Perestroïka*, où le monde communiste prend un sérieux virage à droite. Le Vietnam ignore cette évolution cambodgienne puis l'encourage car il doit lui-même gérer ses propres réformes. La diaspora cambodgienne est encouragée à revenir, et Hun Sen cherche également à attirer des investissements étrangers. La guerre civile et la fin de l'aide soviétique nécessitent de nouvelles sources de revenus. Les usines d'État sont vendues, et toute l'économie se privatise peu à peu bien que leurs dirigeants restent en place. La corruption rampante s'enflamme et chaque transaction requiert des pots-de-vin. Le destin du Cambodge se scelle au niveau international. Les négociations sont chinoises et américaines, vietnamiennes et chinoises... Hun Sen consolide son pouvoir jusqu'à l'arrivée des Nations-Unies. Une nouvelle ère débute pour les dirigeants de la République Populaire du Kampuchéa qui prend désormais le nom d'« État du Cambodge ». Les droits de l'homme deviennent une histoire de relations publiques et une affaire diplomatique par excellence. Ils sortent peu de cette sphère pour toucher la réalité politique cambodgienne, faite d'affrontements entre dirigeants. Comme avec les

Vietnamiens, les exigences idéologiques occidentales sont écoutées attentivement mais demeurent souvent ignorées en pratique.

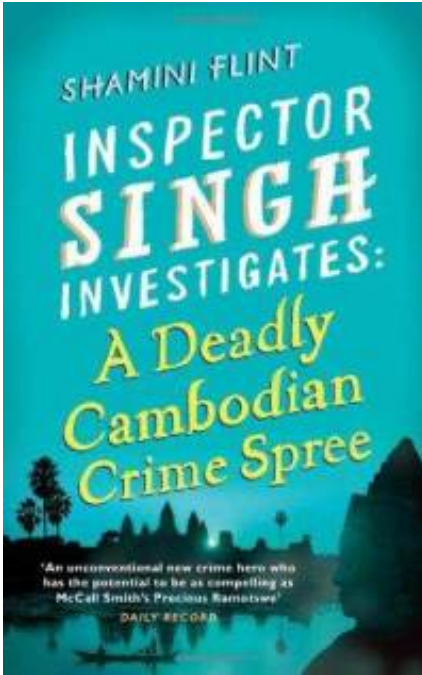
Evan Gottesman offre une précise vision d'ensemble d'une partie importante de l'histoire du Cambodge. Il apporte des subtilités à une période trop souvent décrite par la question « occupation ou libération du Cambodge par les Vietnamiens ? ». Dénuée d'idéologie, la réalité factuelle des comptes rendus de réunions est riche en détails. On y découvre des faits parfois surprenants, avec des destins personnels loin des préjugés. Par exemple, les droits de l'homme ne sont pas systématiquement ignorés et certains hommes politiques ont pu avoir de spectaculaires revirements en leur faveur. C'est le cas d'Uk Bunchheuan, ancien ministre de la Justice. La présence vietnamienne est décortiquée et l'on se rend compte qu'elle n'a jamais été uniforme. L'auteur n'explique toutefois pas comment il a travaillé sur ces documents. Ont-ils été traduits, par qui, où peut-on les trouver ? Sa propre méthode pour la rédaction de l'ouvrage n'est pas expliquée. Les détails de sa biographie ainsi que de ses entretiens sont perdus dans un fouillis de notes difficiles à aborder. Evan Gottesman est parfois également attaqué sur l'honnêteté de ses sources. Il a en effet été très dépendant de ses entretiens. Ainsi, Michael Vickery critique dans un article du Phnom Penh Post (*Wrong on Gottesman*, janvier-février 2005) la sincérité, pas toujours remise en cause par Gottesman, de certaines des personnes interrogées. Cette édition présente également des erreurs de mises en page : les pages 103-104 et la p. 133 sont glissées entre les p. 86 et 87.

Ce livre permet à la fois de connaître des hommes politiques du Cambodge contemporain, de comprendre des problématiques toujours d'actualité tout en connaissant leur genèse. Evan Gottesman reconnecte le Cambodge des Vietnamiens au Cambodge des Khmers Rouges et à celui d'avant-guerre. Il montre que toute la scène politique cambodgienne était déjà en place avant l'arrivée des Nations-Unies. Le pluralisme n'a finalement été accepté par la suite que dans la mesure où il n'entrait pas en compétition avec le parti dominant, construit sous la présence vietnamienne des années 1980.

Verena RICHARDIER

2. Contre-lecture au vitriol : l'inspecteur Singh au Cambodge

Shamini Flint, *Inspector Singh investigates: a Deadly Cambodian Crime Spree*, Londres, Piatkus, 2011, 310 p.



Juriste de formation, malaysienne d'origine indienne, Shamini Flint vit à Singapour où elle a abandonné l'exercice du droit pour le moindre stress de la littérature enfantine et du polar. Le présent roman est le quatrième de la série où elle met en scène son détective favori, l'inspecteur Singh. Ce dernier, assurément fin limier, n'en fait pas moins tache dans la cité-État, non pas parce qu'il est sikh, ce qui est banal pour un policier, mais parce qu'il est petit, gros, transpire tout le temps et déambule en baskets – et qu'il tient tête à sa hiérarchie, son épouse exceptée. Ses supérieurs, qui s'en débarrassent dès que l'occasion se présente, l'expédient cette fois comme observateur au tribunal international chargé de juger les

Khmers Rouges (en l'occurrence un dénommé Samrin) – au titre de l'Asean qui tient à prouver à moindre frais un semblant d'intérêt pour l'exercice.

Les premières pages débutent par un flash-back où un jeune garçon, tapi dans l'ombre, assiste impuissant à l'exécution de son père. L'inspecteur Singh, pour lequel les apsaras d'Angkor Vat évoquent surtout *Playboy*, arrive ensuite à Phnom Penh : il est accueilli à Pochentong par une khmère au visage fermé, puis lâché à l'hôtel Cambodiana. Il est ensuite confié au colonel de police Menhay, en charge de la sécurité du tribunal, dont la cour siège prudemment derrière des vitres à l'épreuve des balles. Suit l'entrée des principaux personnages : un français dont l'épouse cambodienne et les

enfants ont disparu en avril 1975 – après s’être faits chasser de l’ambassade⁴ ; un Américain entre deux âges et son épouse khmère ; un vendeur de cartes postales ; un des trois magistrats khmers du tribunal international (TI), plus quelques comparses. L’un des témoins principaux du procès Samrin une fois poignardé dans une pièce du tribunal, l’officier de liaison onusien demande l’assistance d’un étranger ; puisqu’il est sur place, Singh rentre ainsi dans la boucle.

Les masques des protagonistes tombent ensuite les uns après les autres : le vieux Français a payé un tueur (1000 \$, très au-dessus des tarifs en usage) pour liquider l’exécuteur présumé de sa famille – au demeurant sans succès. L’Américain, ancien pilote de B-52 de l’« Operation Menu »⁵ (mars 1969-mai 1970)⁶, qui n’a cessé depuis lors de multiplier les œuvres caritatives pour s’acheter une conscience, a assassiné le témoin (un tueur d’enfants) en lieu et place de son épouse cambodgienne, laquelle l’abandonne quand elle apprend son passé. Manipulé, l’un des trois juges cambodgiens du TI – auquel l’on a ordonné de faire disparaître ledit témoin, mais qui lui n’a pas eu le temps de se livrer à l’exercice – se suicide. L’intègre et compétent colonel Menhay, dont on comprend qu’il est l’enfant du premier chapitre, se révèle à son tour être un meurtrier : lassé par l’intérêt du TI pour les seuls dirigeants khmers rouges et du désintérêt des tribunaux cambodgiens pour le moindre fretin, il exécute méthodiquement depuis plusieurs mois les cadres khmers rouges qui échappent à la justice. Aussi quand il réalise qu’il a fait erreur sur la personne lors de son onzième meurtre, ce qui fait de lui un assassin comme les autres, il se condamne lui-même : il retourne dans son village près de Poïpet et se fait sauter sur une mine, devant l’inspecteur Singh, accouru à la hâte. Au final, seul reste indemne le grand dignitaire ex-khmer rouge qui a fait pression sur le juge... dont évidemment on ignore l’identité.

On comprendra à la lecture de ce bref résumé que le style de l’ouvrage demeure fort loin de celui de *S.A.S. Roulette cambodgienne*⁷ et qu’il s’agit

⁴ Sur la situation de l’ambassade de France dans les jours qui suivirent la prise de Phnom Penh par les Khmers Rouges, voir le témoignage oculaire de PONCHAUD, François, *Cambodge année zéro*, Paris, Julliard, 1977, pp. 24-32.

⁵ La prise de décision de l’opération a donné lieu à la rédaction d’un “cas” en sciences politiques, v. BAIRD, Tara & KUZMA, Lynn M., “A Madman’s Appetite-Operation Menu: The Nixon Administration and the Secret Bombing in Cambodia”, Georgetown, Institute for the Study of Diplomacy, Guisid Pew Case Study Center 2001, pp. 1-24.

⁶ Pour la cartographie des bombardements, v. TAYLOR, Owen & KIERNAN, Ben, « Bomb over Cambodia », *The Walrus*, October 2006, pp. 62-68.

⁷ Gérard de VILLIERS, Paris, Plon, 1974, 251 p.

davantage d'un roman noir que d'un 'policier' en bonne et due forme. Est ainsi croquée en quelques lignes l'arrivée dans un restaurant d'un fils de famille khmer francophone, version punk cuir-et-soie noirs, qui fait tabasser un vieil étranger par le policier qui l'escorte pour l'avoir prétendument dévisagé. À petites touches, l'auteur dépeint un Cambodge dézingué où la violence sourd de partout, plus proche du témoignage de Mam Somaly⁸ que des prospectus touristiques, qui ne connaît d'autre maître que l'argent.

Marie-Sybille de VIENNE

⁸ Mam SOMALY, *Le silence de l'innocence*, Paris, Éditions Anne Carrière, 2005, 212 p.